



Les grandes orientations des finances publiques en 2025 et leur contexte macroéconomique

Jean-François Husson, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 6 novembre 2024

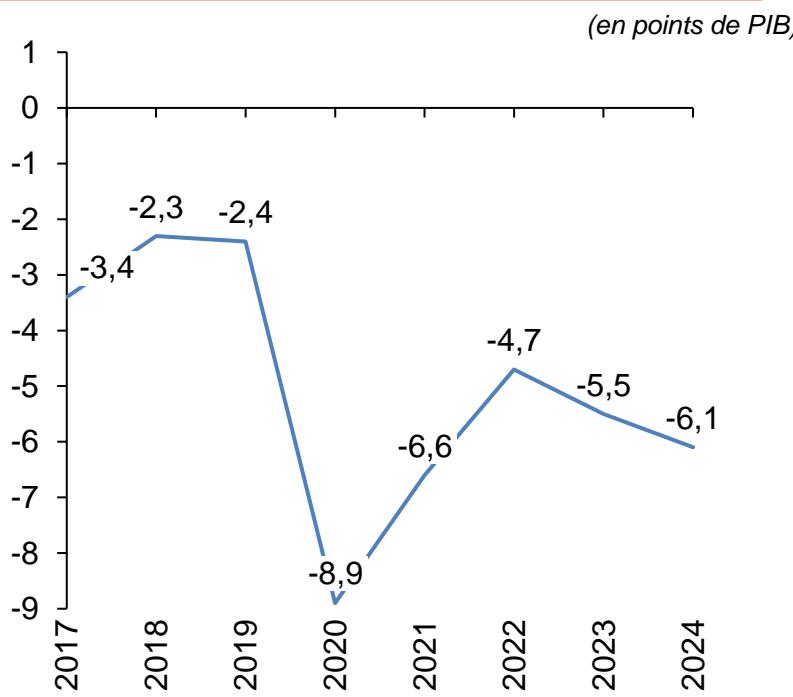




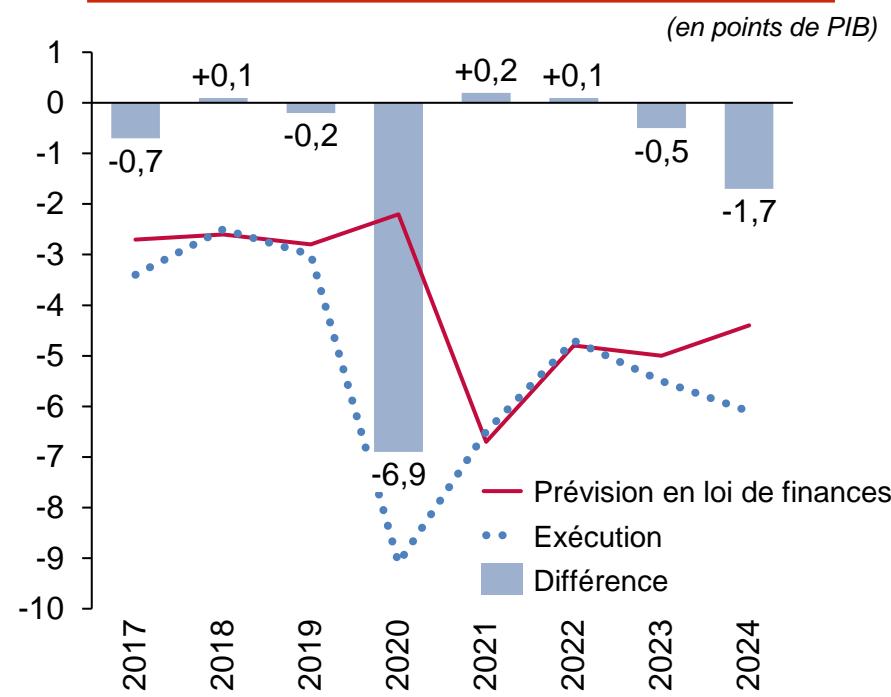
La dérive budgétaire des années 2023-2024 impose un redressement dans l'urgence

Une situation budgétaire « très grave » alimentée par des erreurs de prévision inédites

Évolution du solde public entre 2017 et 2024

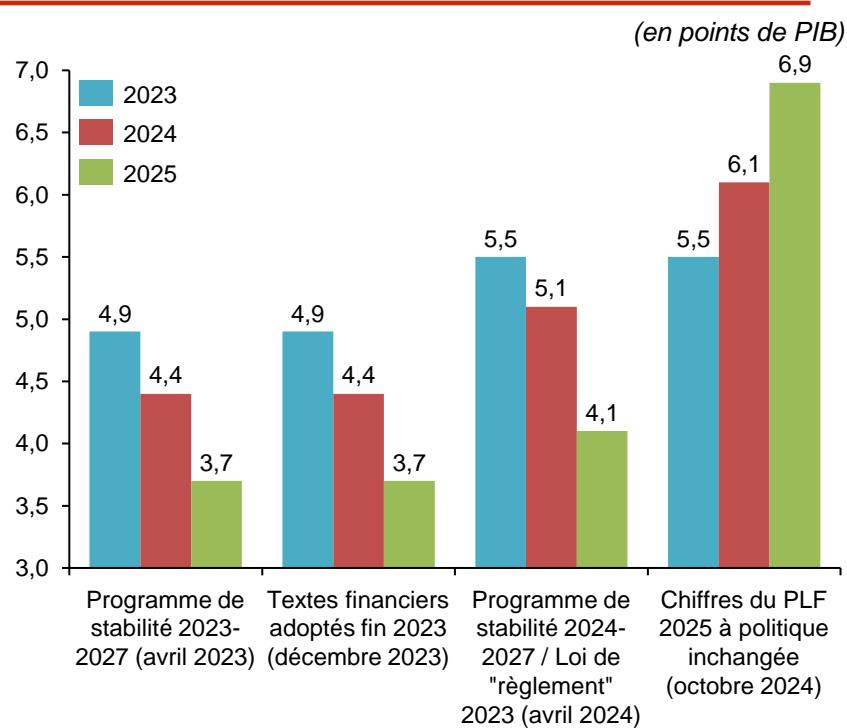


Différence entre le solde public prévu en loi de finances et l'exécution entre 2017 et 2024



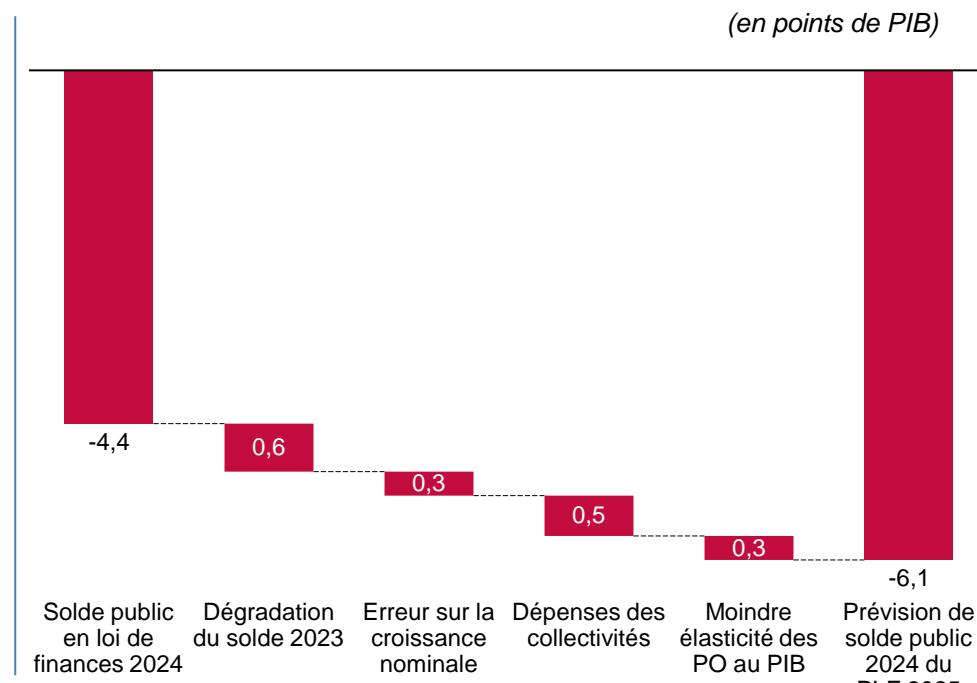
Une sortie de route qui s'explique par une multiplicité de facteurs

Évolution des prévisions de déficit pour les années 2023 à 2025



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Principaux facteurs de la dérive du solde public en 2024

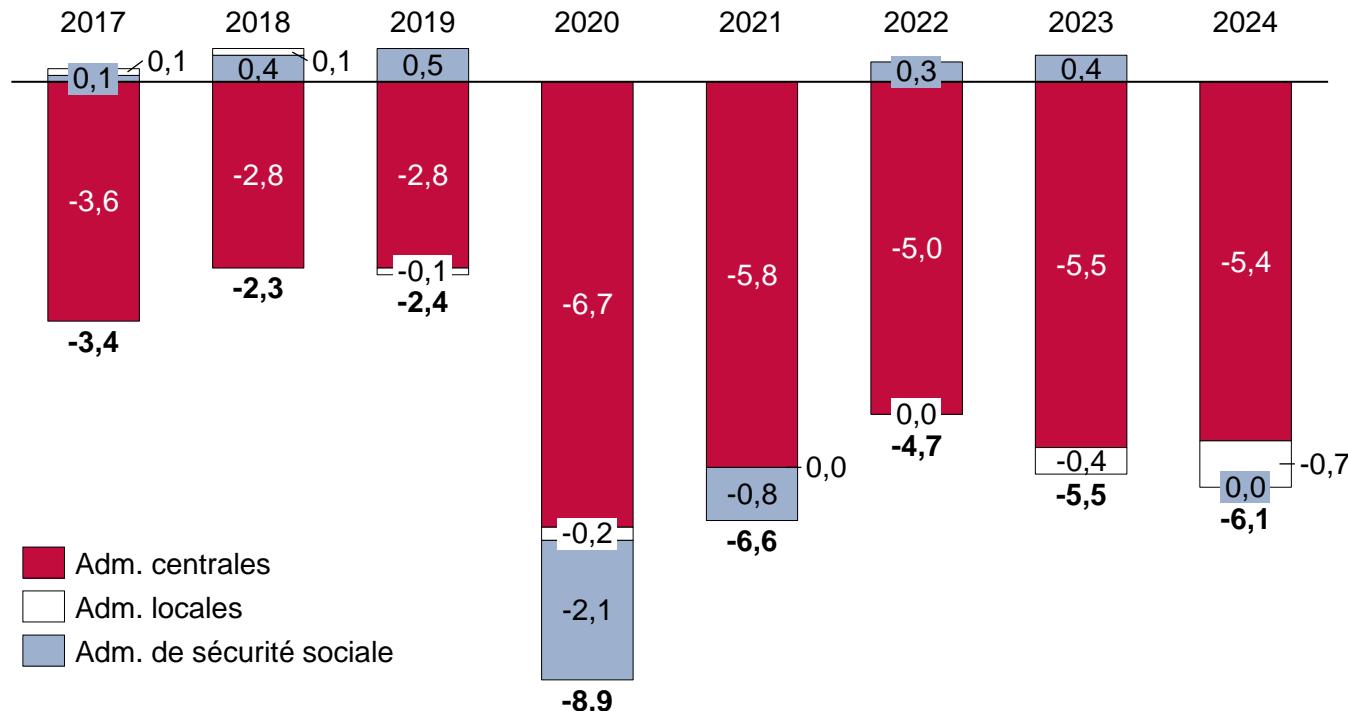


Source : commission des finances du Sénat, d'après les calculs de l'OFCE 4

Le déficit des administrations locales s'accroît mais reste peu significatif comparé à celui de l'État

Décomposition du solde public par catégorie d'administrations entre 2017 et 2024

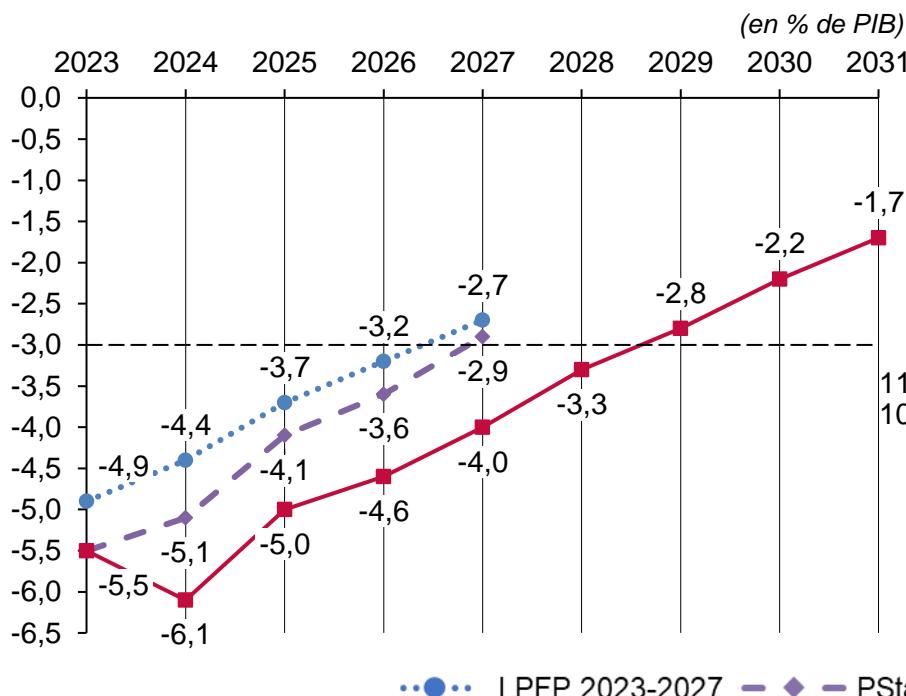
(en points de PIB)



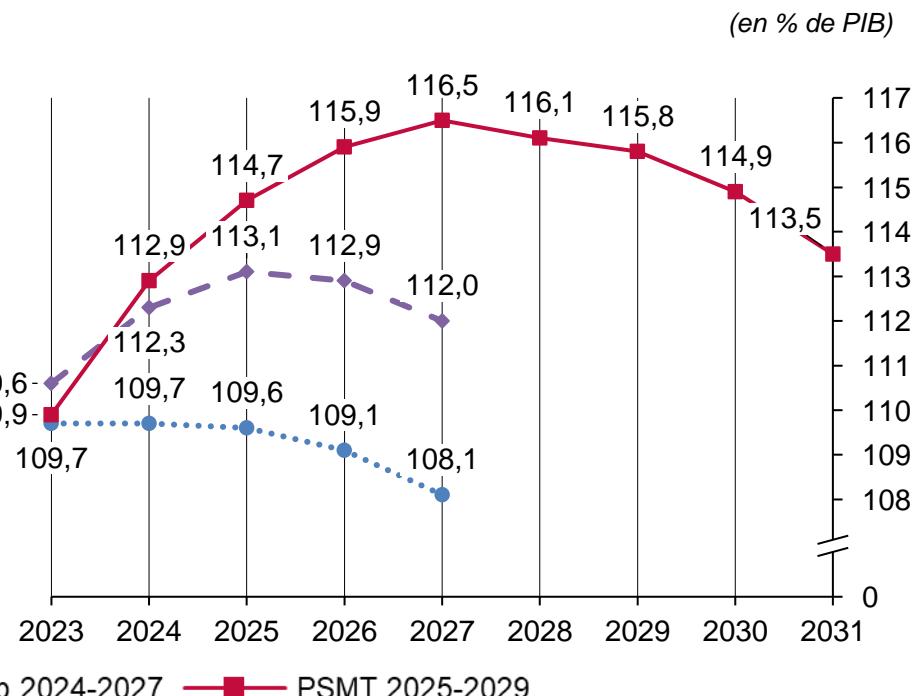
Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

La dérive budgétaire de 2023-2024 pèsera sur la trajectoire des finances publiques de la France et met en lumière l'absence de crédibilité des trajectoires précédentes

Évolution des prévisions de solde public pour 2023 à 2031



Évolution des prévisions de dette publique pour 2023 à 2031



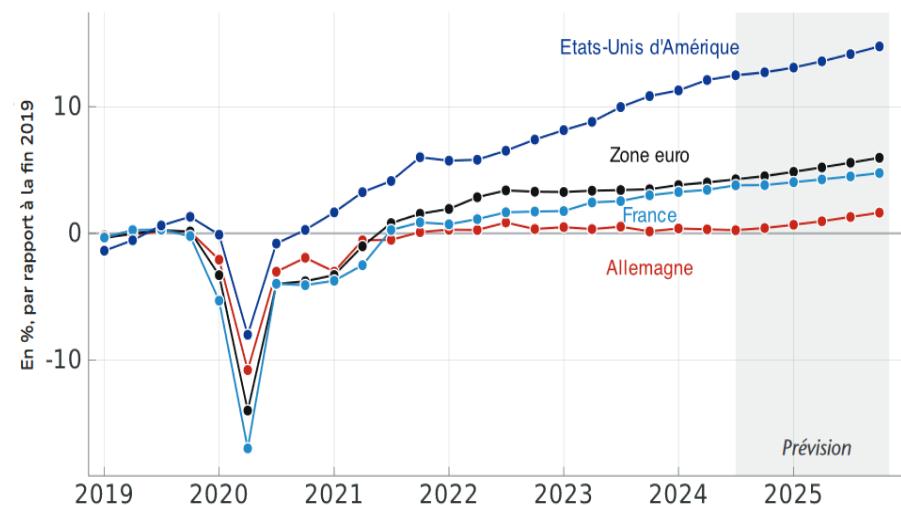


Après un septennat
Macron – Le Maire au bilan
économique contrasté,
la croissance restera limitée,
notamment par l'impact récessif de
l'ajustement budgétaire

Un bilan économique contrasté par rapport aux partenaires de la France

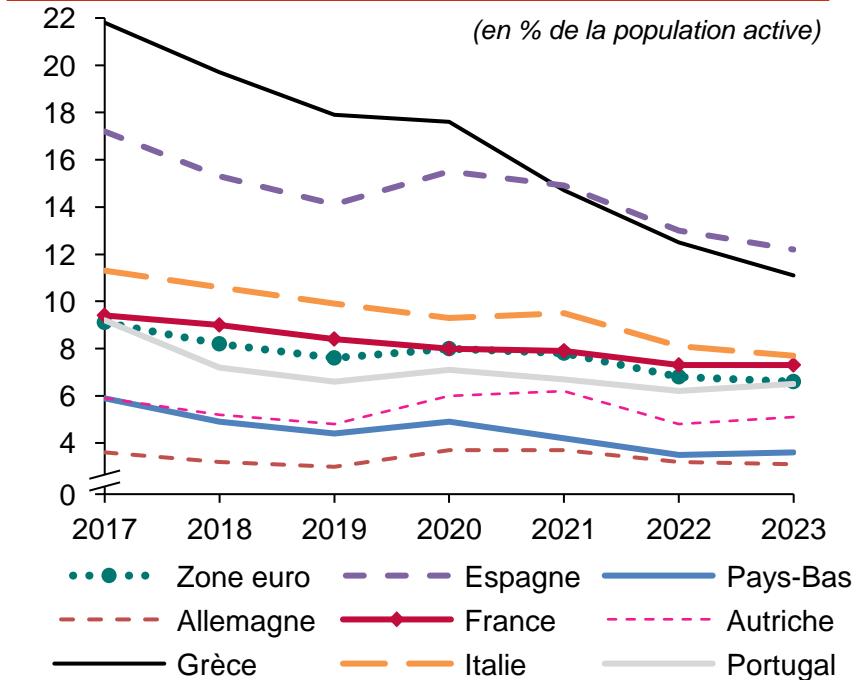
Écart de PIB par rapport à la fin 2019 de la France et de ses principaux partenaires

(en % par rapport à la fin 2019)



Taux de chômage de quelques pays de la zone euro entre 2017 et 2023

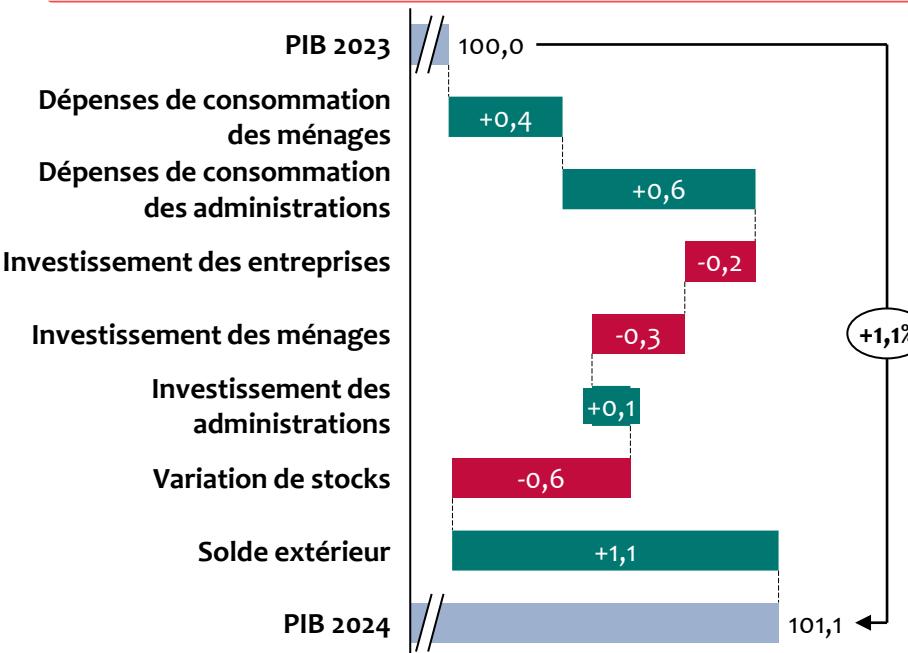
(en % de la population active)



Le Gouvernement fait l'hypothèse d'une stabilité de la croissance entre 2024 et 2025, désormais portée par la consommation des ménages plutôt que par la demande publique et le commerce extérieur

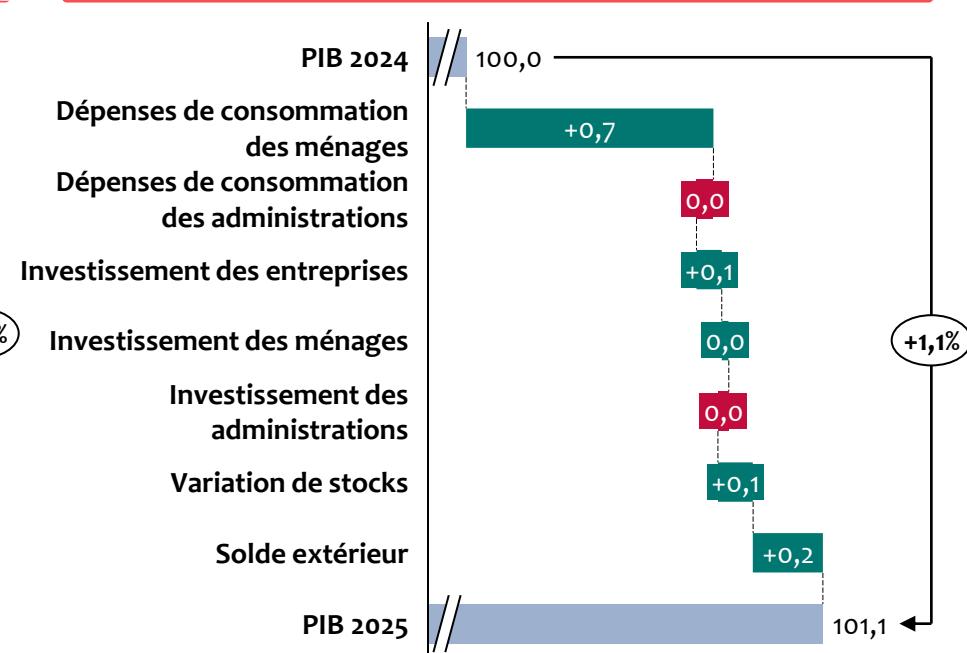
Décomposition de la prévision de croissance du Gouvernement pour 2024

(en volume – en pourcentage)



Décomposition de la prévision de croissance du Gouvernement pour 2025

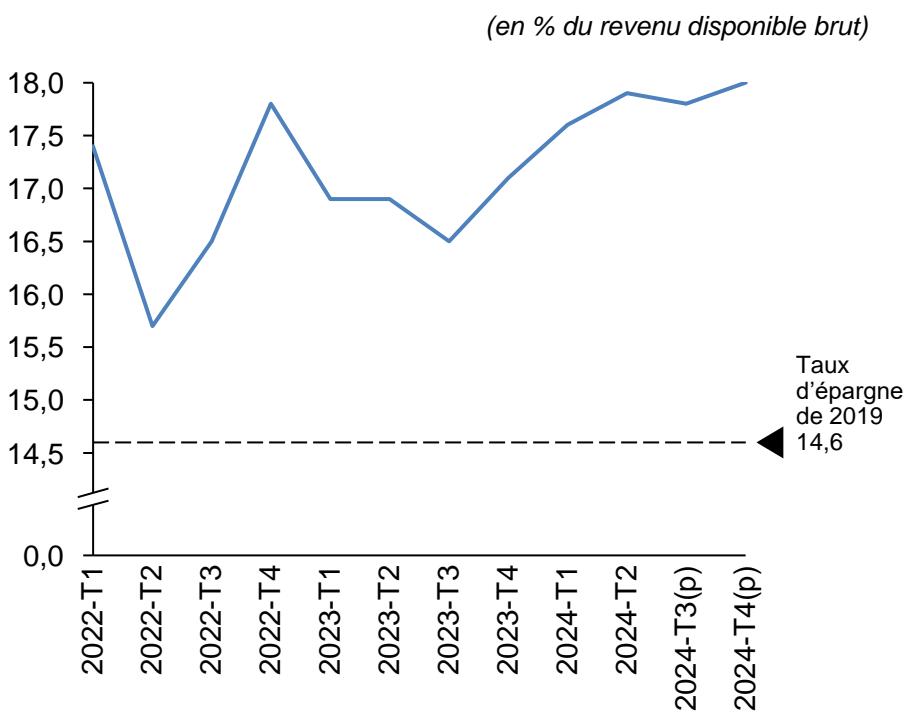
(en volume – en pourcentage)



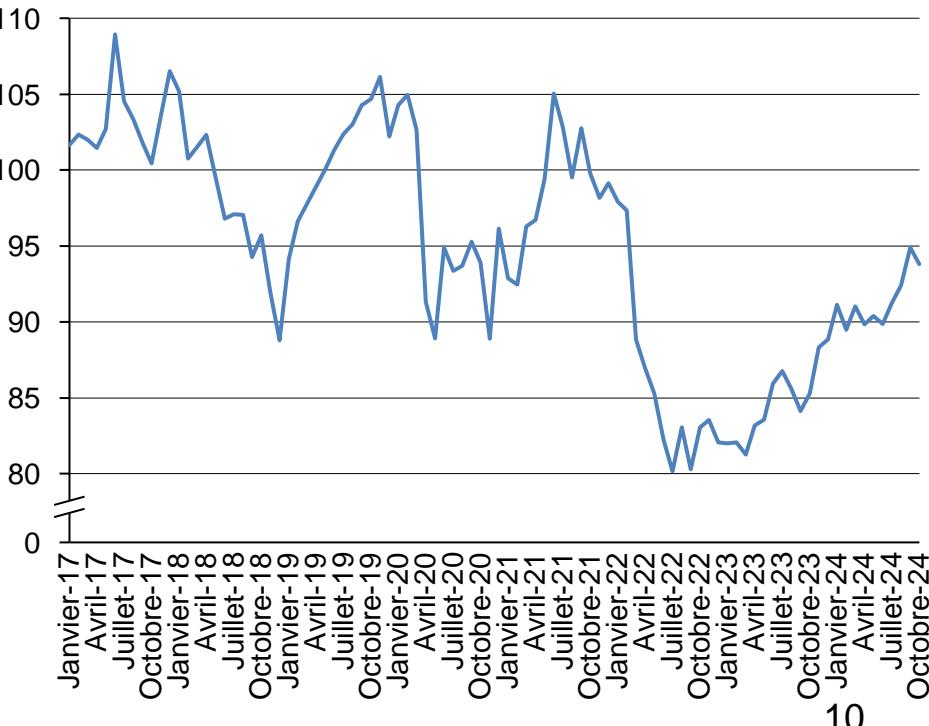
Source : calculs de la commission des finances du Sénat d'après les documents budgétaires

Le taux d'épargne, toujours très supérieur à son niveau de 2019, devrait enfin diminuer, profitant d'un niveau de confiance des ménages en hausse, ce qui soutiendra la consommation

Évolution trimestrielle du taux d'épargne des ménages depuis 2022

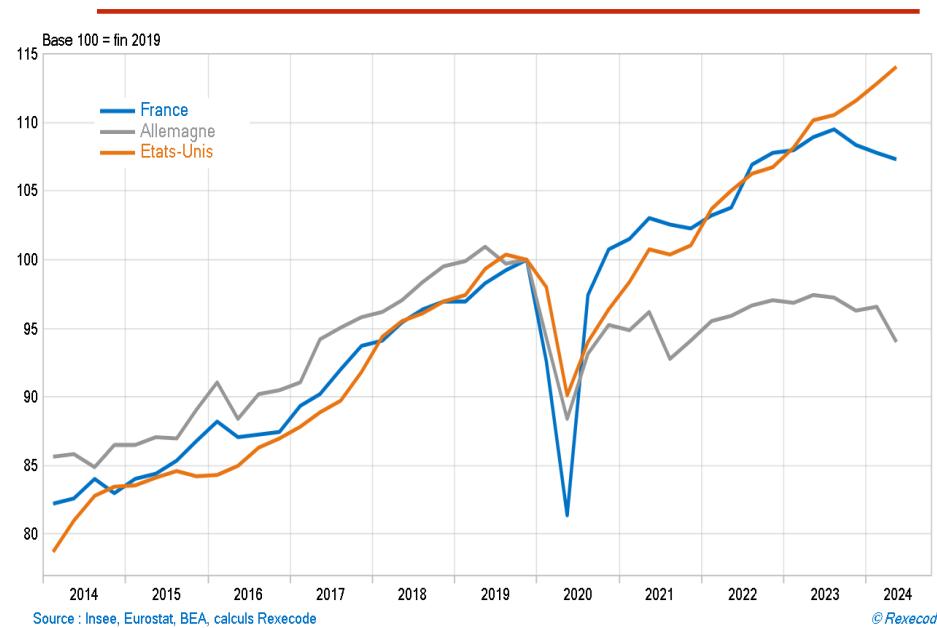


Évolution du niveau de confiance des ménages depuis 2017



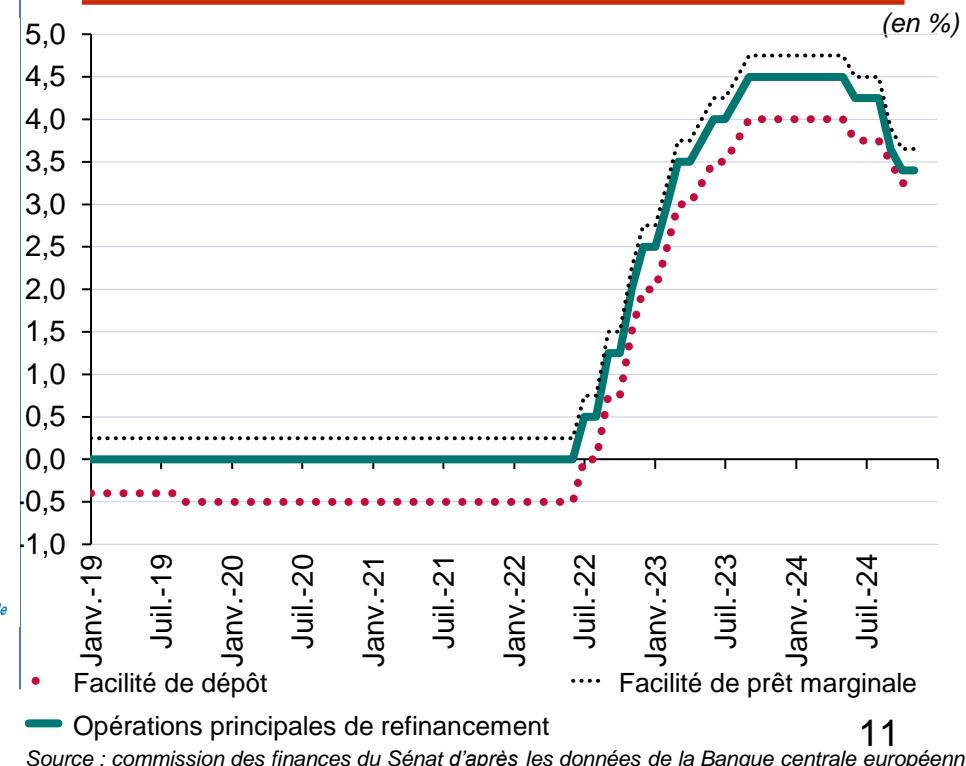
En 2025, l'assouplissement de la politique monétaire devrait soutenir un investissement des entreprises par ailleurs freiné par le niveau élevé d'incertitude

Évolution de l'investissement des entreprises en France, en Allemagne et aux États-Unis entre 2014 et 2024



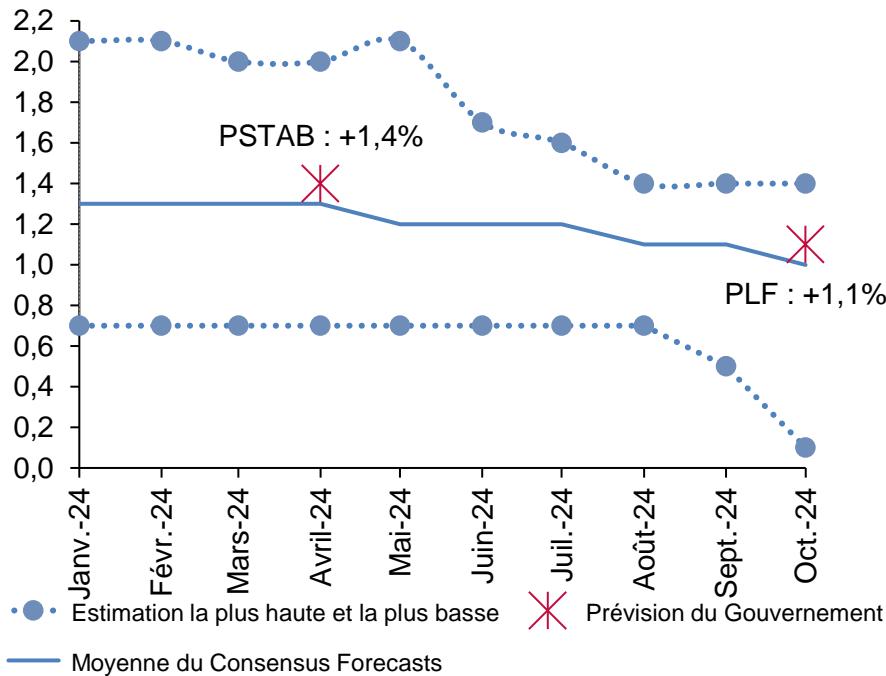
Source : Rexecode, graphique communiqué par Olivier Redoulès

Évolution des taux directeurs de la BCE depuis 2019

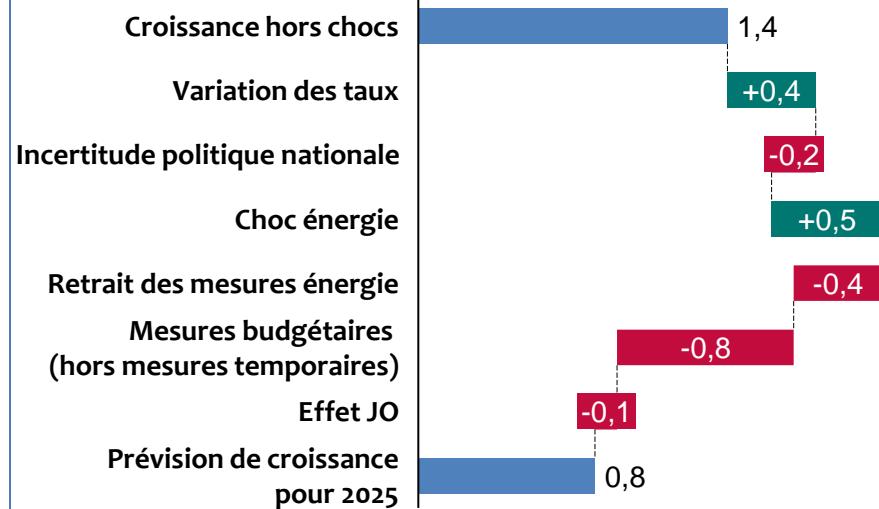


L'effort budgétaire qui s'impose au Gouvernement aura un impact récessif qui pourrait être sous-estimé

Évolution de la prévision de croissance du PIB pour la France en 2025 (en volume – en pourcentage)



Effets des différents chocs sur la croissance du PIB en 2025 selon l'OFCE



Source : commission des finances du Sénat d'après les prévisions du Consensus Forecasts de janvier à octobre 2024

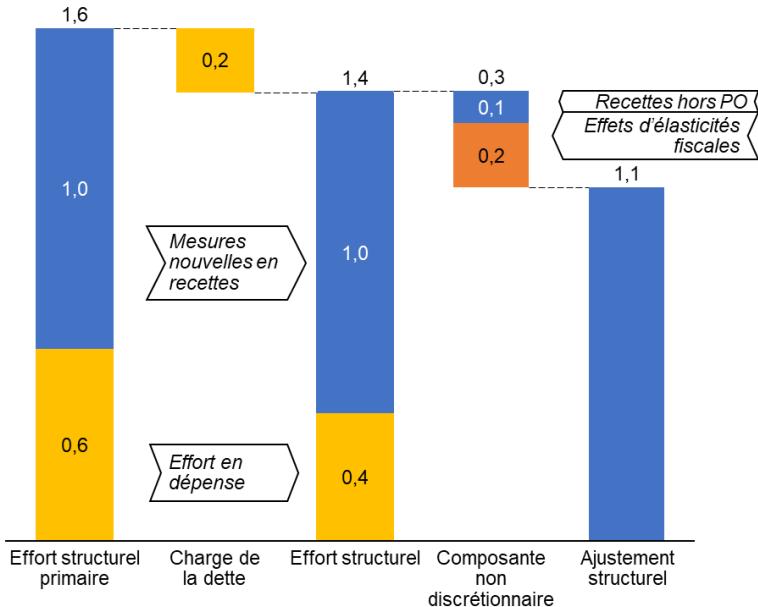
Source : commission des finances du Sénat d'après l'OFCE



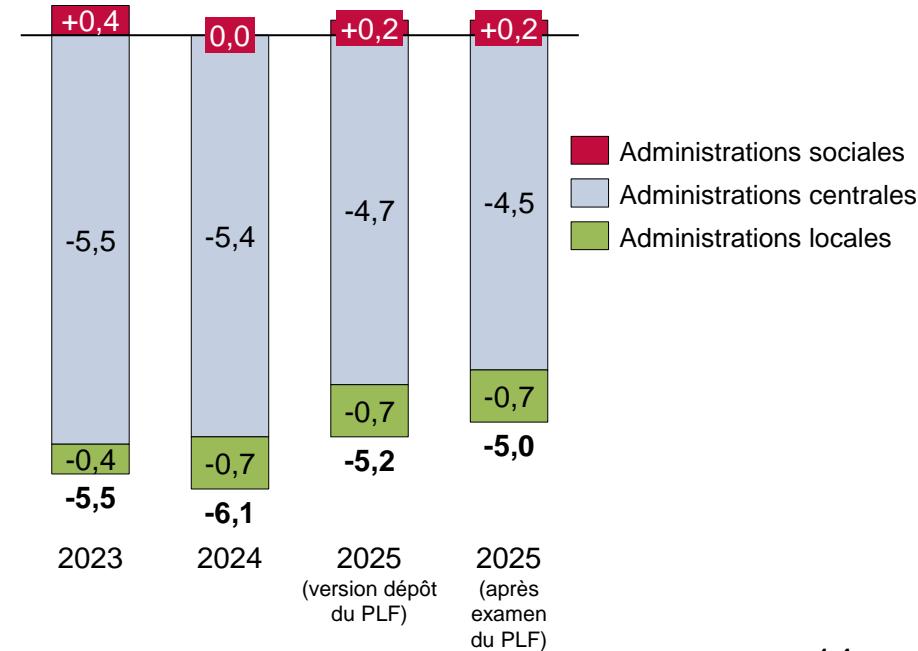
Un ajustement nécessaire
pour retrouver notre crédibilité
et restaurer la confiance

L'effort proposé par le Gouvernement est significatif et pèsera essentiellement sur l'État

Décomposition de l'effort budgétaire proposé par le Gouvernement pour 2025 (en points de PIB potentiel)



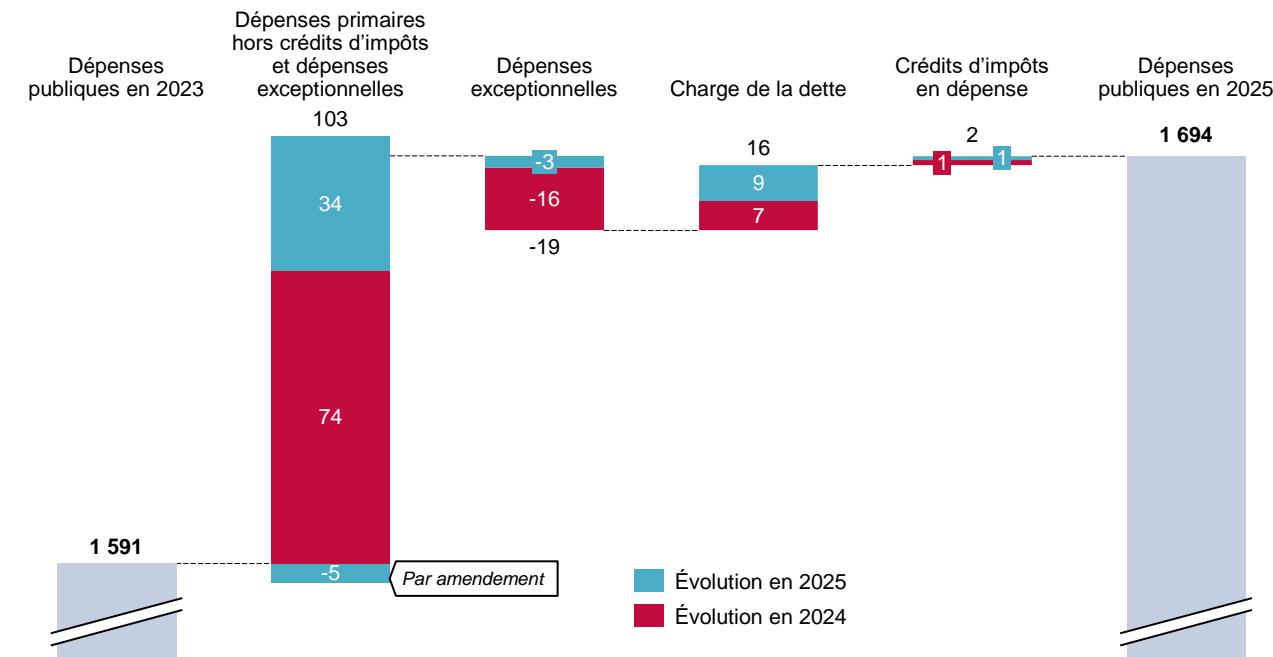
Évolution du solde public entre 2023 et 2025 et décomposition par catégorie d'administrations (en points de PIB)



La dépense publique progresserait de 36 milliards d'euros, deux fois moins qu'en 2024

Décomposition des facteurs d'évolution des dépenses publiques entre 2023 et 2025

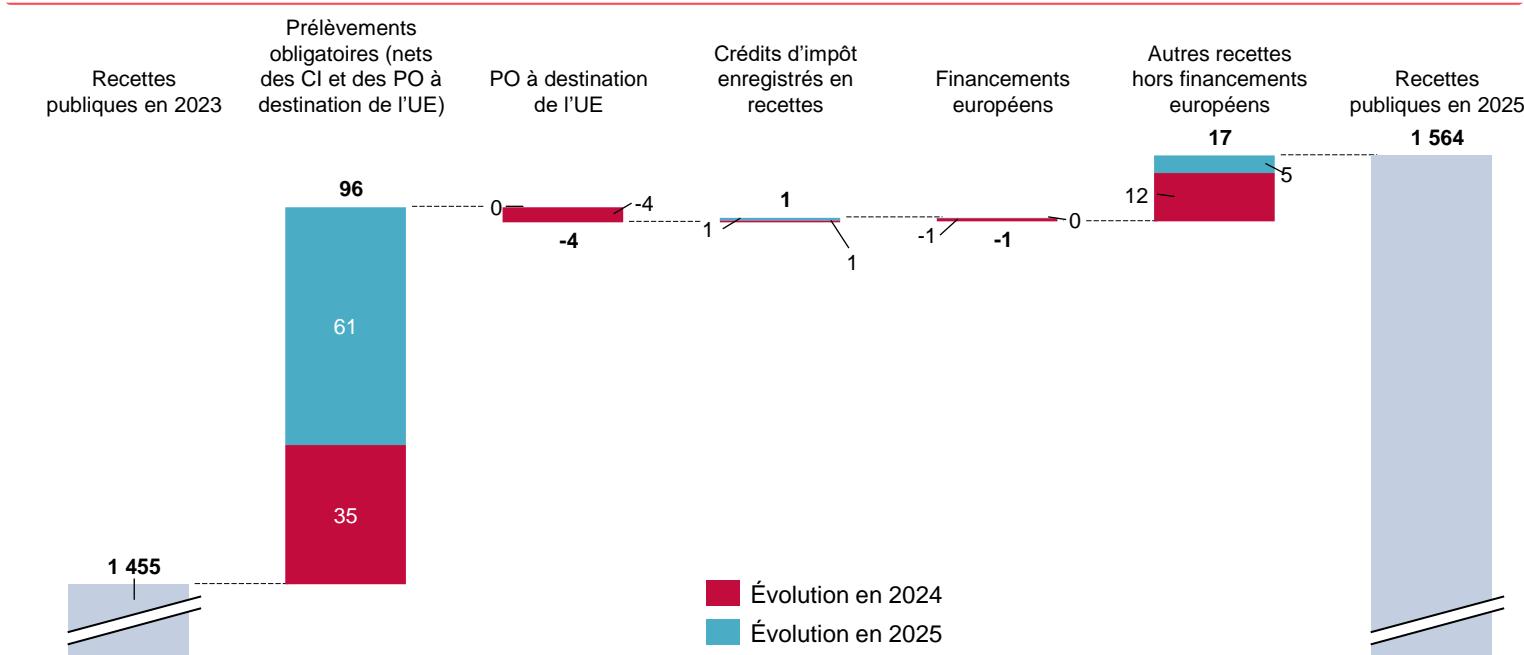
(en milliards d'euros)



Les prélèvements obligatoires augmenteraient fortement en 2025 par rapport à 2024, du fait d'une évolution spontanée mieux orientée et des nombreuses mesures nouvelles

Décomposition des facteurs d'évolution des recettes publiques entre 2023 et 2025

(en milliards d'euros)

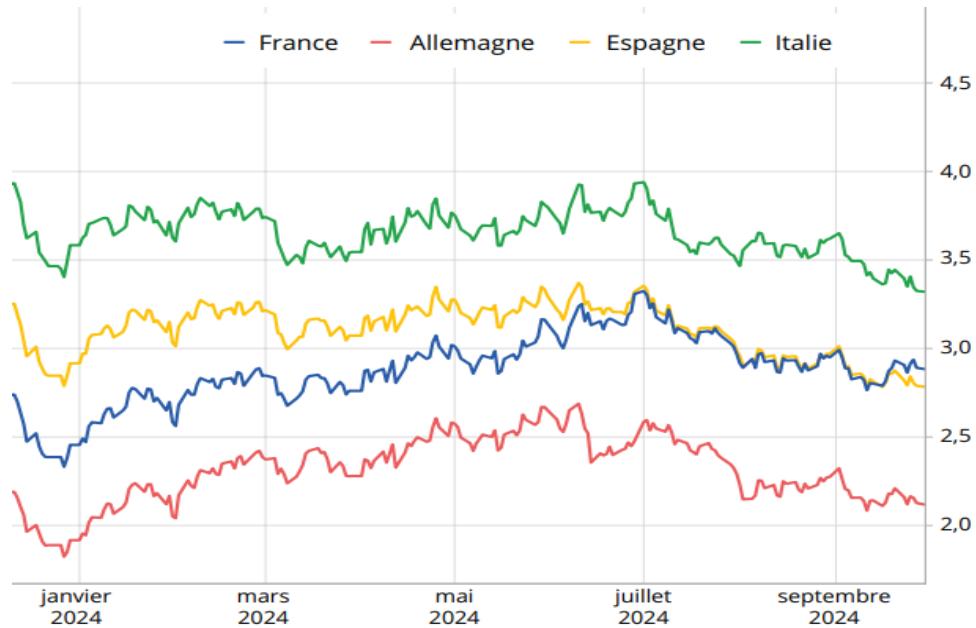


CI : crédits d'impôts. PO : prélèvements obligatoires.

Source : calculs de la commission des finances d'après les documents budgétaires

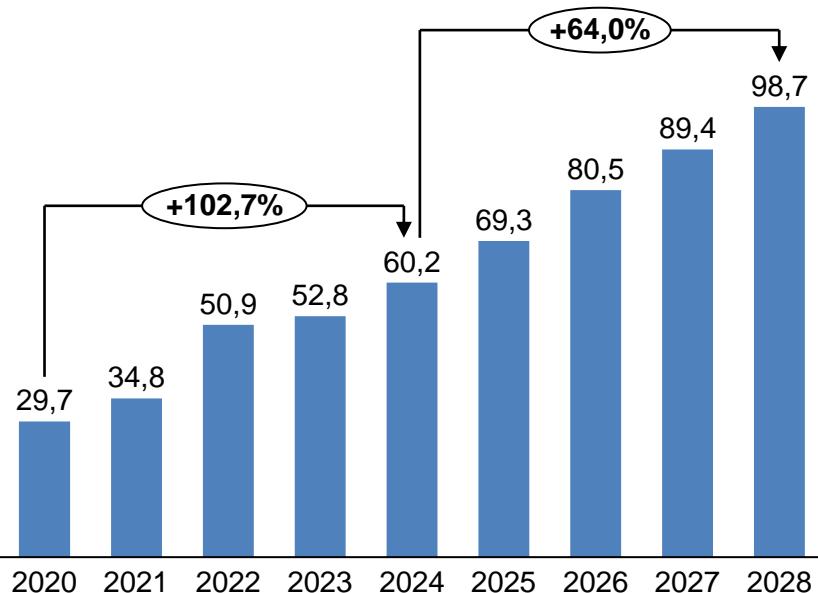
Depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, les taux d'emprunt de la France s'écartent de ceux de l'Allemagne pour désormais se situer au-dessus des taux espagnols

Évolution des taux à 10 ans de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie en 2024
(en milliards d'euros)

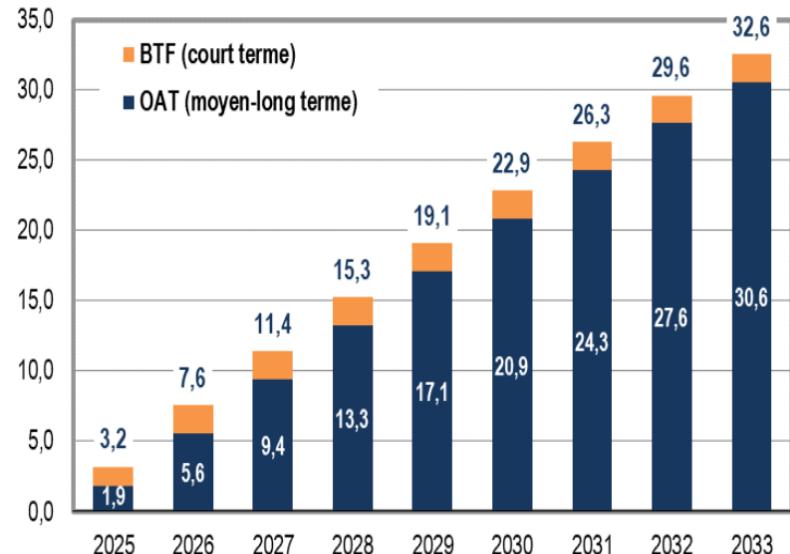


La charge de la dette dérive, et expose dangereusement la France en cas de choc de taux

Charge de la dette entre 2020 et 2028 (en milliards d'euros – prévisions à partir de 2024)



Impact d'un choc de taux de 1% sur la charge maastrichtienne des obligations assimilables au Trésor (OAT) et des bons à taux fixe (BTF) (en milliards d'euros)



Source : commission des finances, d'après l'avis du HCFP sur le PLF 2025 pour la période 2020-2025, et calculs d'après les documents budgétaires pour la période 2026-2028

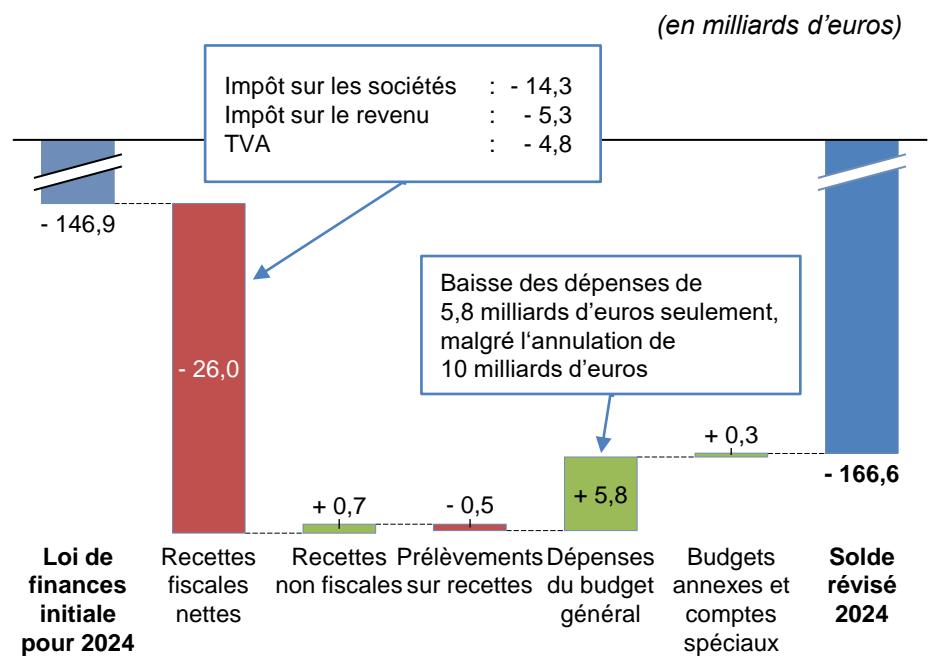
Source : Agence France Trésor, rapport sur la dette des administrations publiques



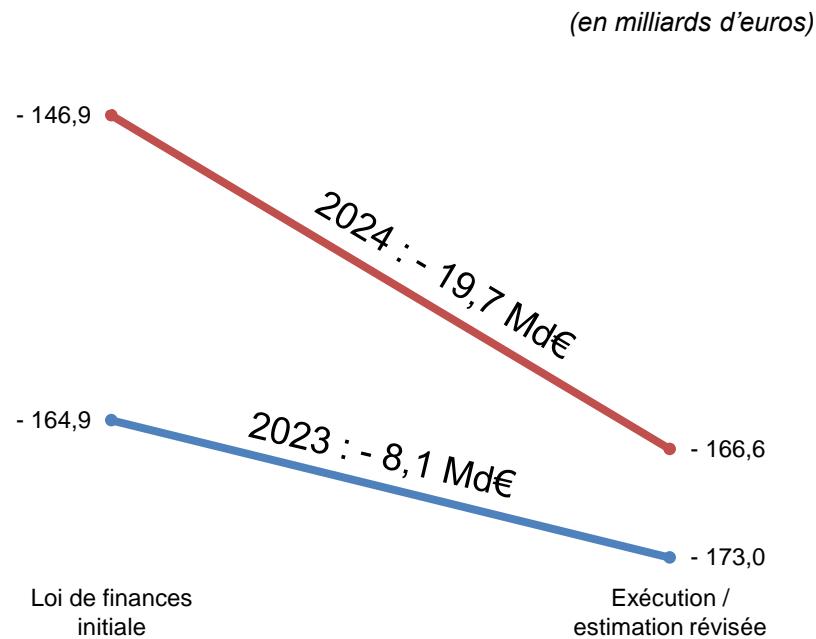
Le budget 2025, première étape sur la
voie du redressement

En 2024, la révision à la hausse du déficit par rapport à la prévision ne peut plus être qualifiée d'accident

Évolution des estimations de solde budgétaire en 2024



Prévision et exécution de déficit en 2023 et 2024

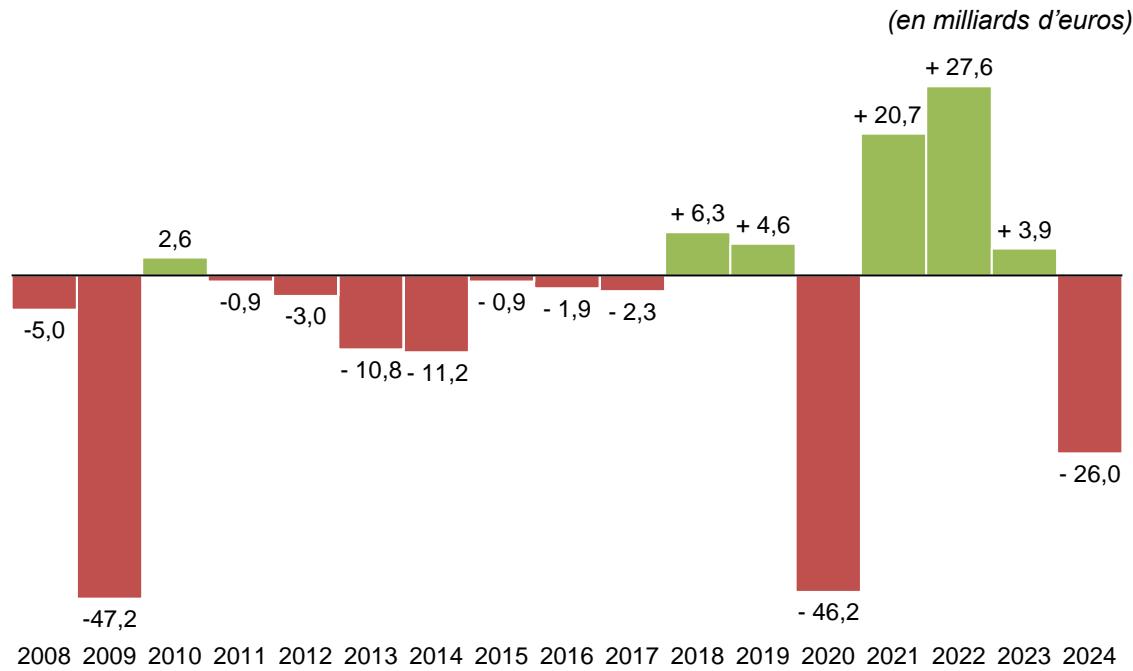


Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Le niveau des recettes serait inférieur en 2024 de 26 milliards d'euros au niveau prévu, ce qui est exceptionnel pour une année sans choc inhabituel

Évolution de l'écart entre les prévisions de recettes initiale et révisée

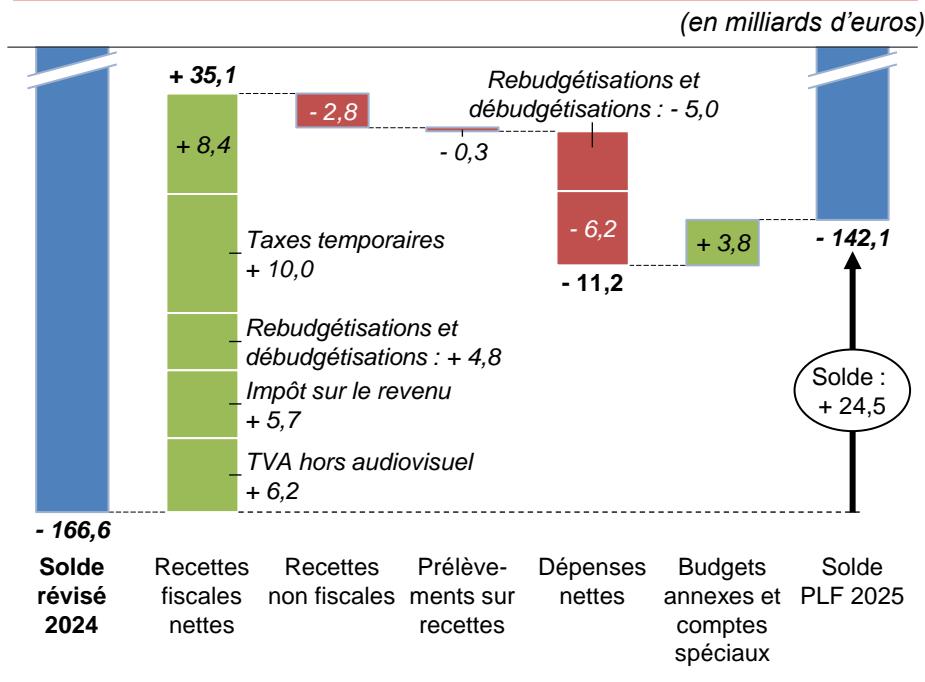


Prévision initiale : sous jacente à la loi de finances initiale de l'année N ; révisée : présentée lors de la présentation du projet de loi de finances pour l'année N+1.

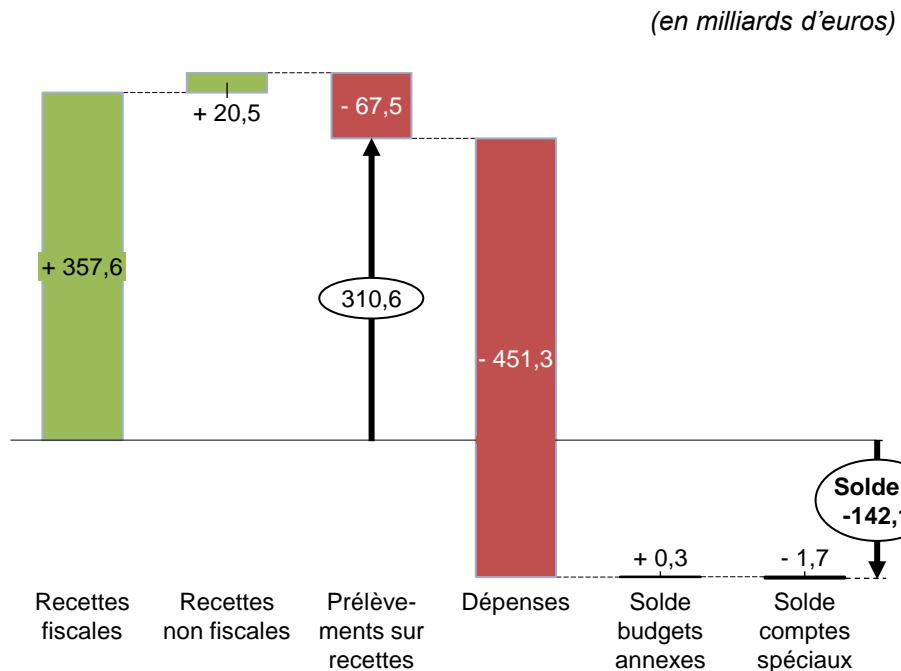
Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

En 2025, une prévision d'amélioration du déficit de l'Etat soutenue par un effort en dépenses et en recettes

Évolution du déficit budgétaire de l'État entre 2024 et 2025

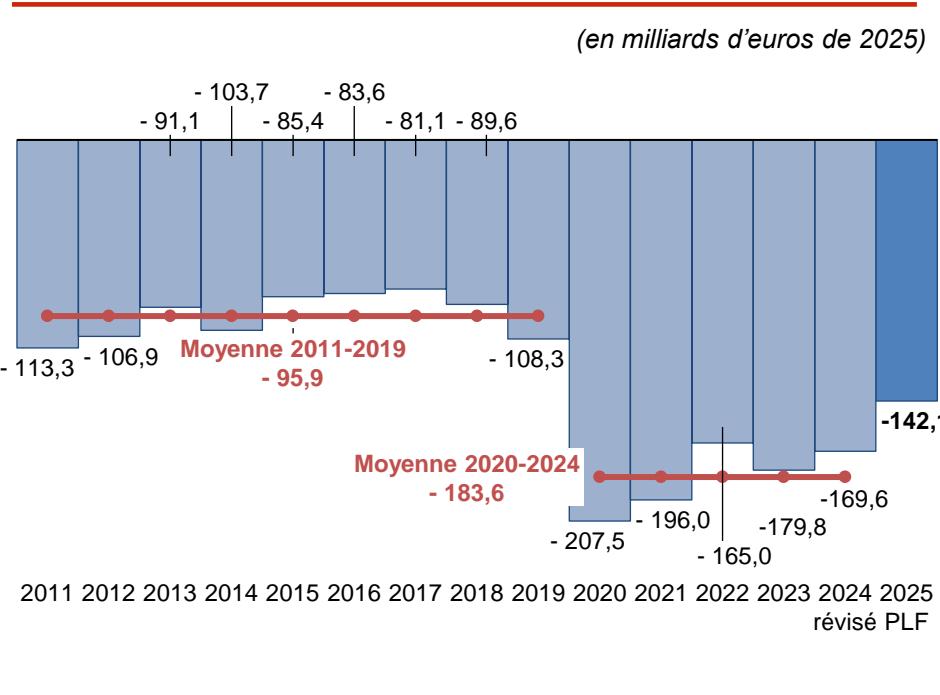


Construction du déficit budgétaire en 2025

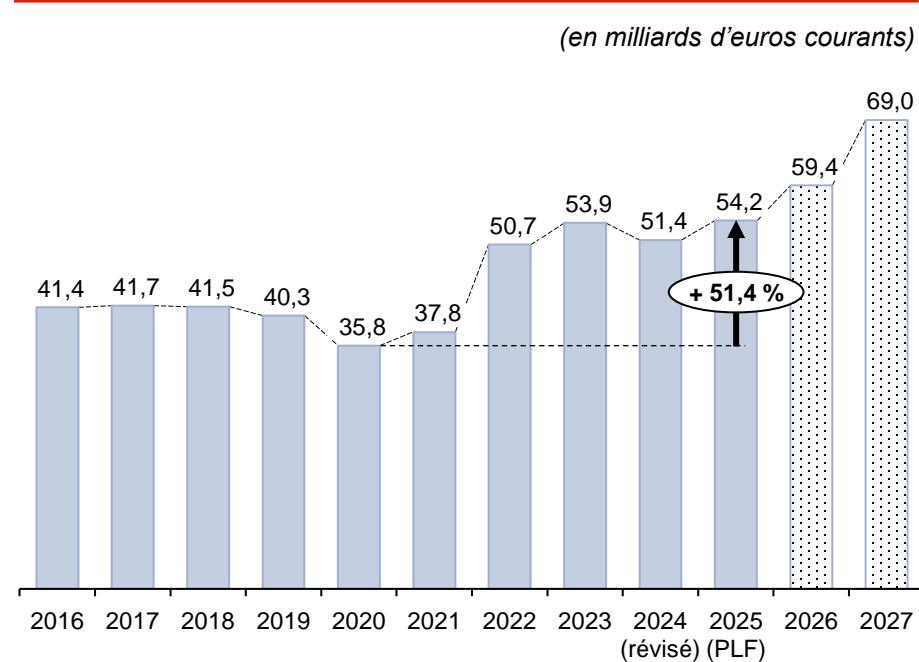


Le solde budgétaire sort de la période 2020-2025 des déficits extrêmes, mais les contraintes budgétaires demeurent

Évolution du solde budgétaire de l'État en euros constants



Évolution de la charge de la dette du budget général

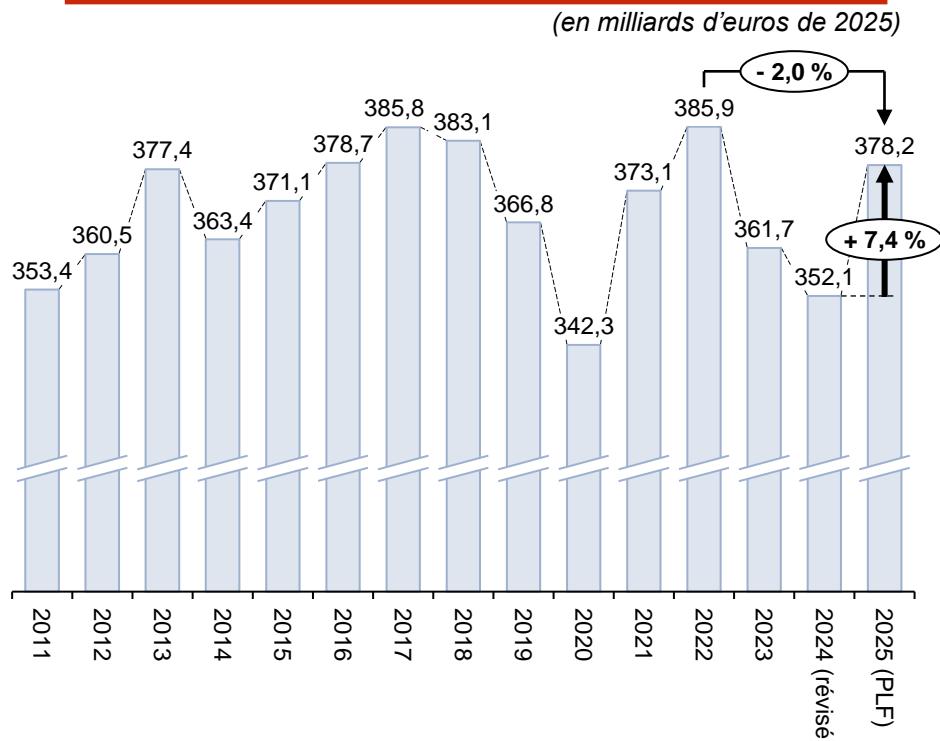




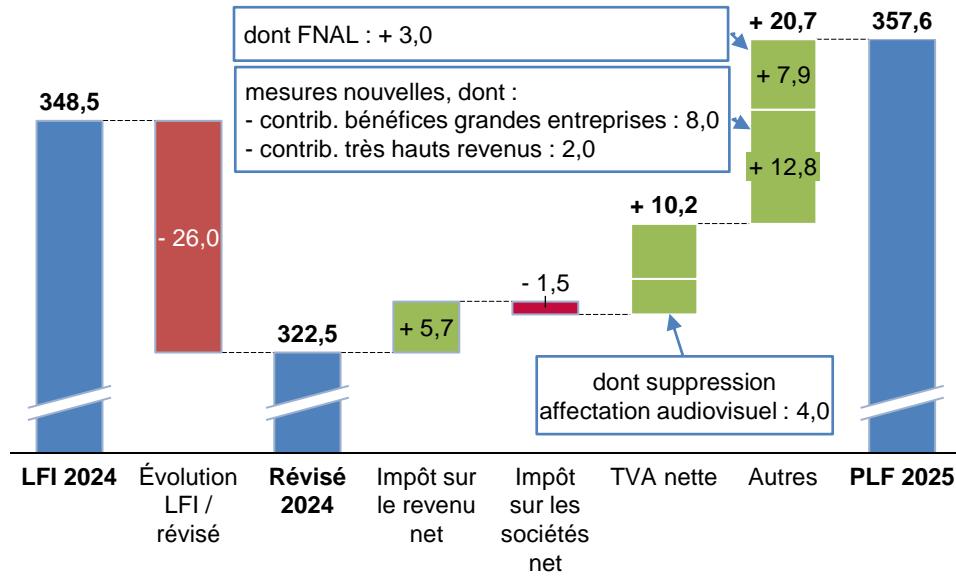
Les recettes de l'État s'accroissent en 2025 de 11,5 %, dont une partie liée à des ressources temporaires

Les recettes fiscales sont en hausse par rapport à 2024, mais stables à moyen terme

Évolution à moyen terme des recettes fiscales nettes et non fiscales de l'État en euros courants



Évolution des recettes fiscales nettes de 2024 à 2025



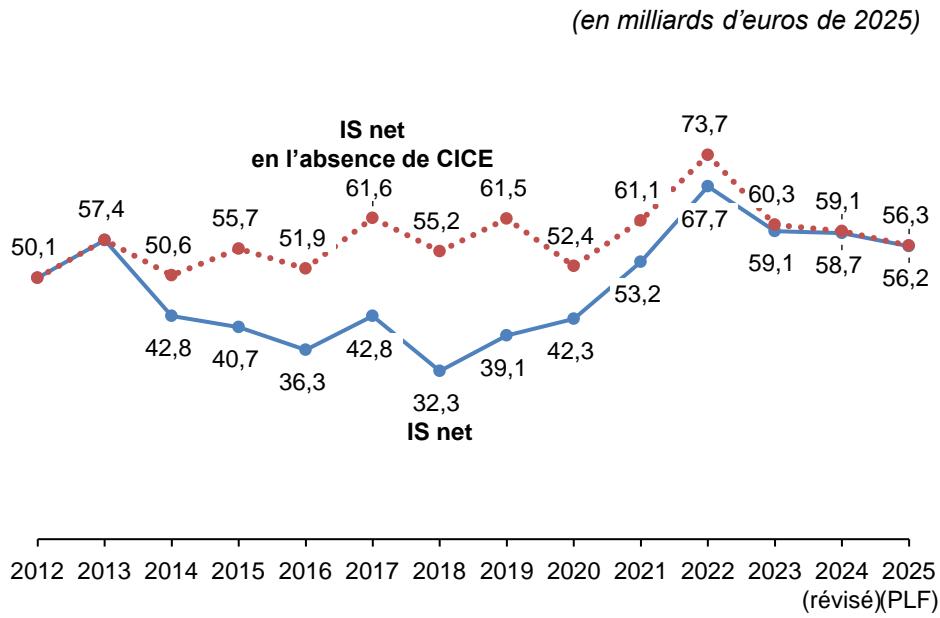
Recettes nettes des remboursements et dégrèvements d'État.

FNAL : fonds national d'aides au logement.

Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

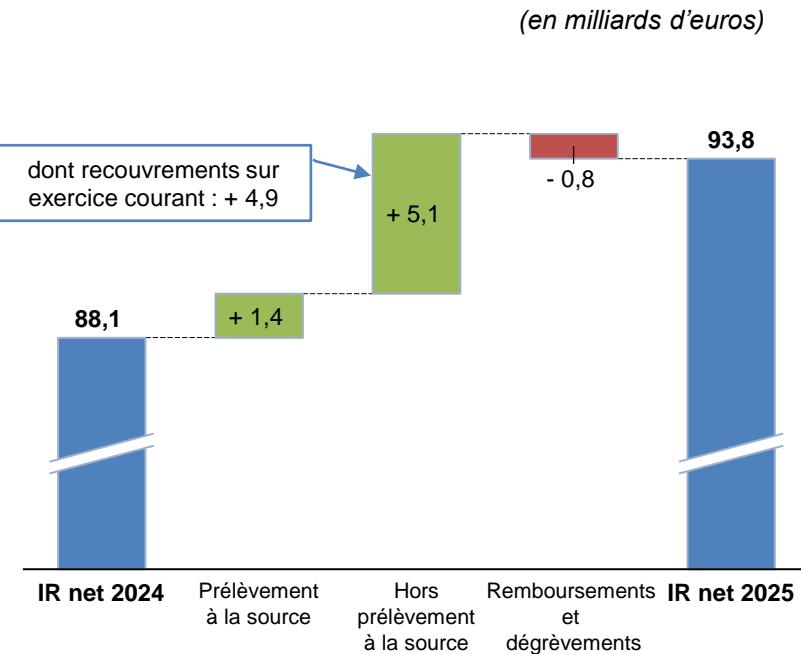
Les « grands » impôts sont en progression, sauf l'impôt sur les sociétés

Produit de l'impôt net sur les sociétés avec et sans CICE



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

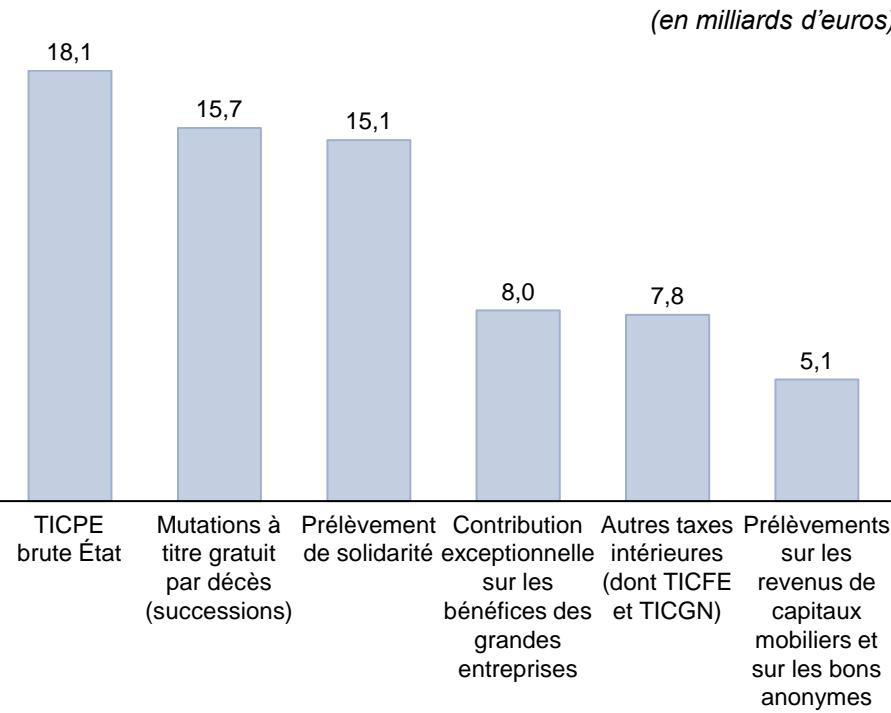
Évolution du produit de l'impôt net sur le revenu



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

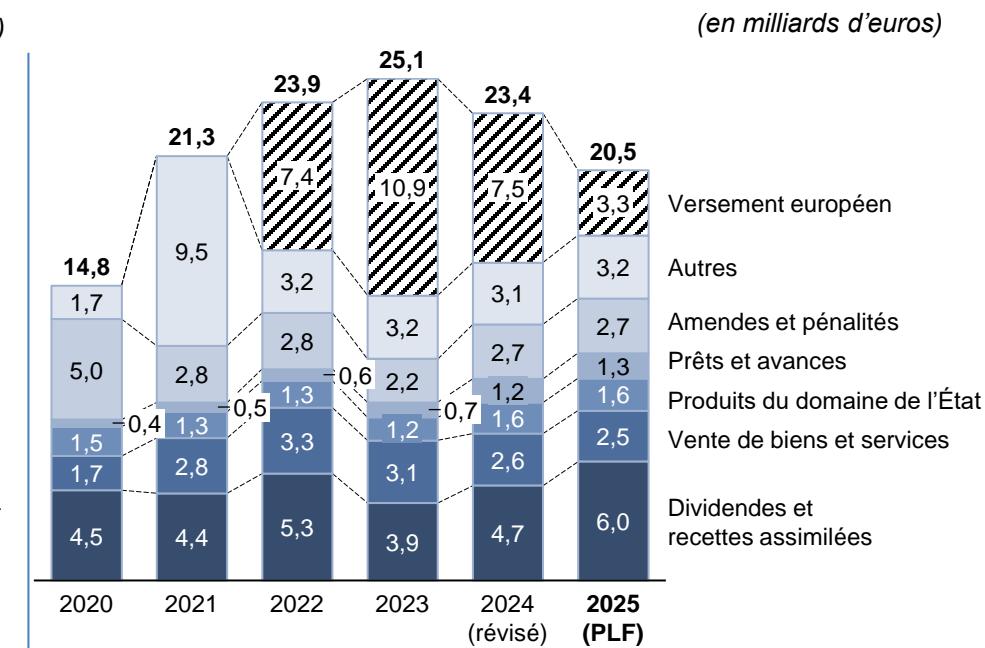
Les recettes non fiscales seraient en diminution de 2,8 milliards d'euros, en raison d'une prévision de versement européen moins élevé au titre du plan de relance

Les principales recettes fiscales hors « grands » impôts



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

La répartition des recettes non fiscales



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

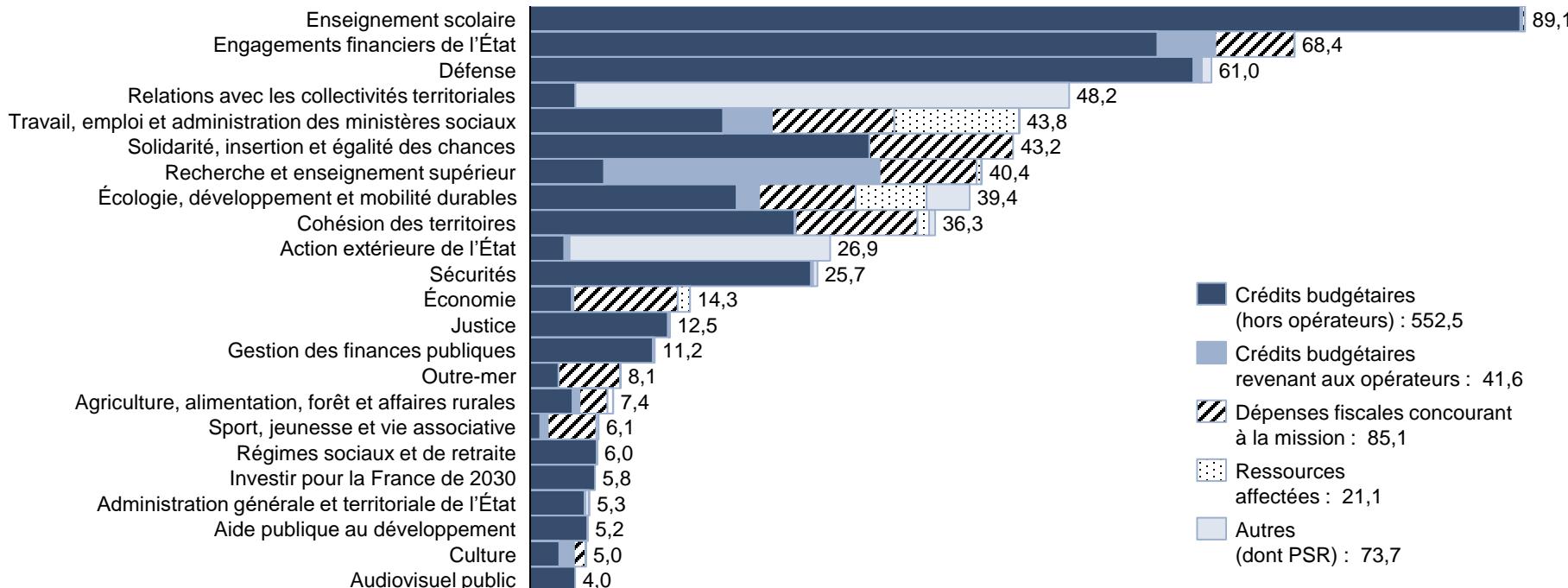


L'année 2025 : enfin la rupture
avec l'addiction au
« quoi qu'il en coûte »

Les crédits budgétaires sont complétés par des dépenses fiscales, des ressources affectées et des prélèvements sur recettes

Panorama des moyens globaux des principales missions

(en milliards d'euros)

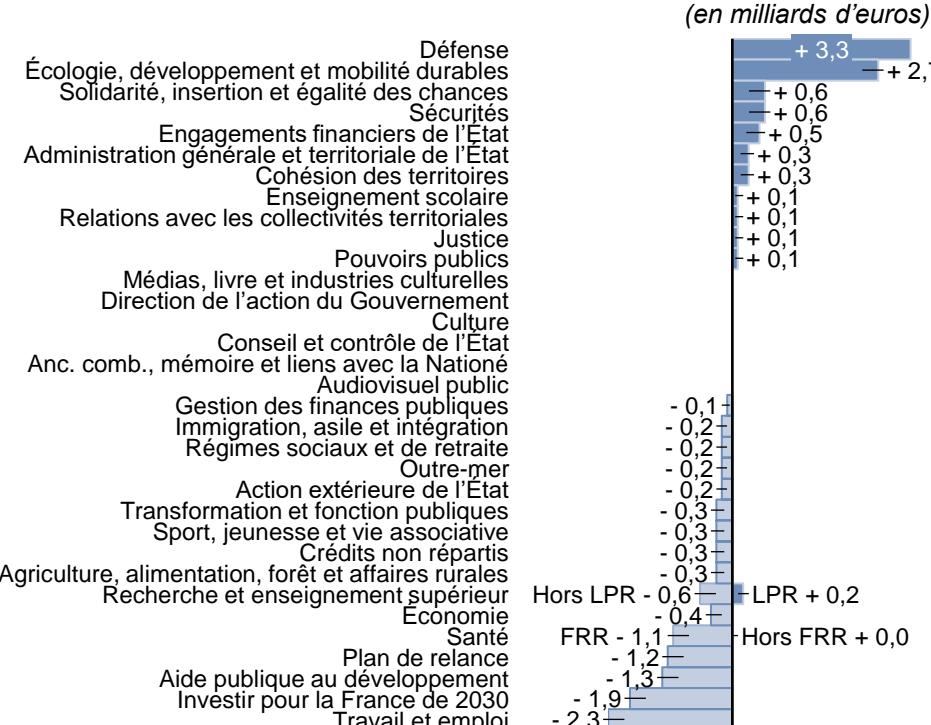


Hors contributions des comptes spéciaux et hors remboursements et dégrèvements. Hors missions dotées de moins de 3 milliards d'euros.

Source : commission des finances du Sénat, à partir de l'état F

Le projet de loi de finances procède à des économies ciblées en préservant les missions prioritaires

Évolution des crédits des missions entre 2024 et 2025

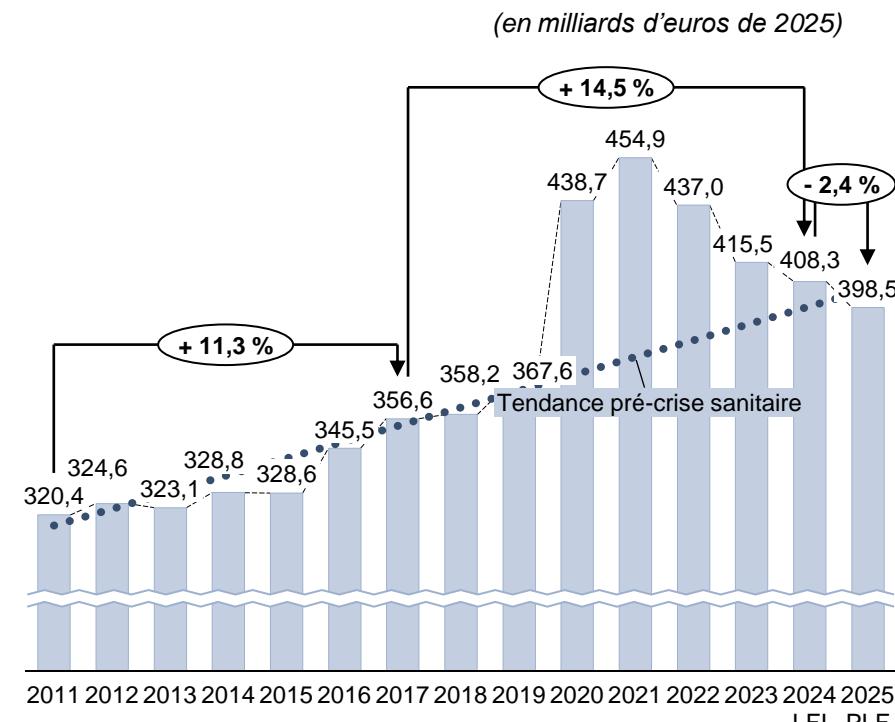


Crédits hors remboursements et dégrèvements, hors contributions aux pensions

Crédits de la LFI pour 2024 au format du PLF pour 2025

Source : commission des finances du Sénat

Évolution en euros constants des dépenses nettes

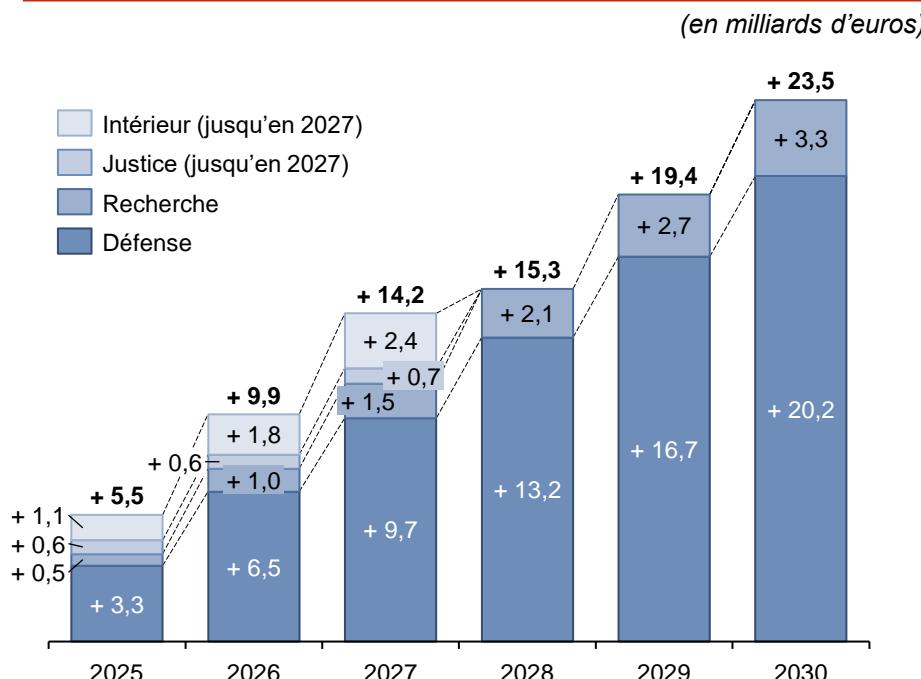


Crédits hors remboursements et dégrèvements, charge de la dette et Audiovisuel public, en euros constants

Source : commission des finances du Sénat

Les efforts de redressement devront faire face aux augmentations de crédit déjà programmées

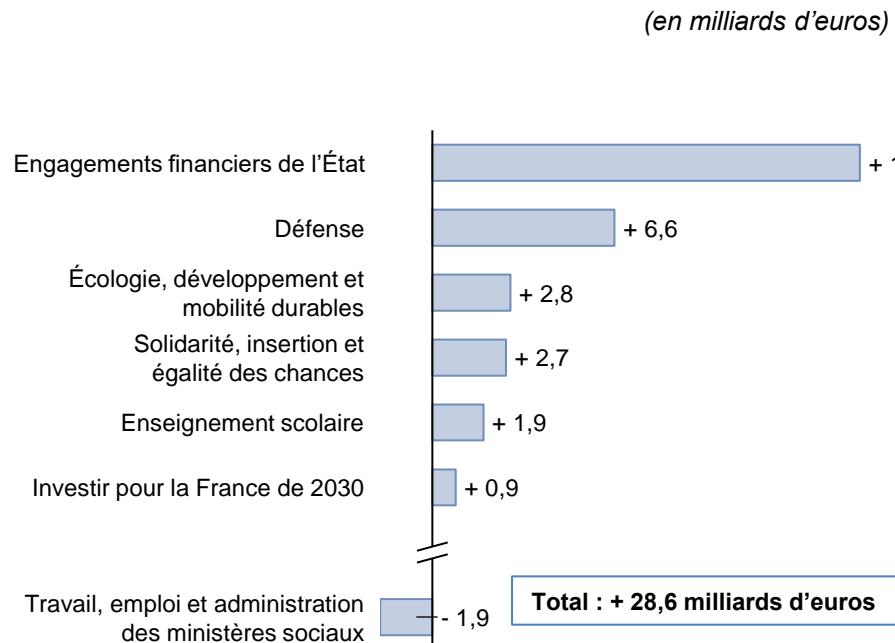
Dépenses supplémentaires prévues par les lois de programmation sectorielles



Dépenses supplémentaires prévues par les lois de programmation par rapport à 2024, hors contributions aux pensions.

Source : commission des finances du Sénat

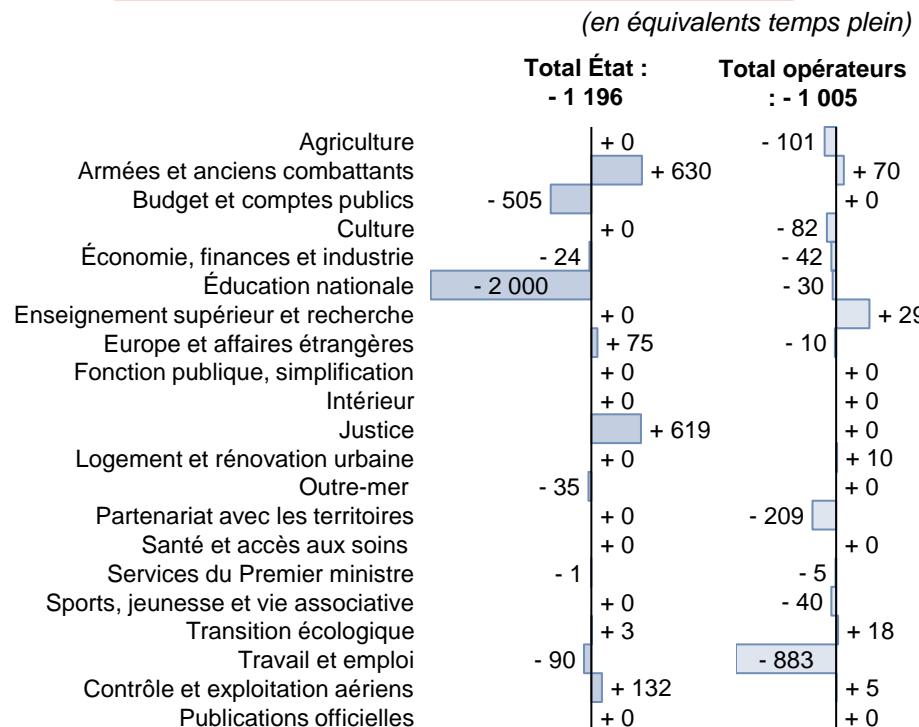
Évolution des crédits des missions entre 2024 et 2026



Source : commission des finances, à partir du fichier des dépenses pluriannuelles publié par la direction du budget. Seules les variations supérieures à + 700 millions d'euros ou inférieures à - 700 millions d'euros sont représentées.

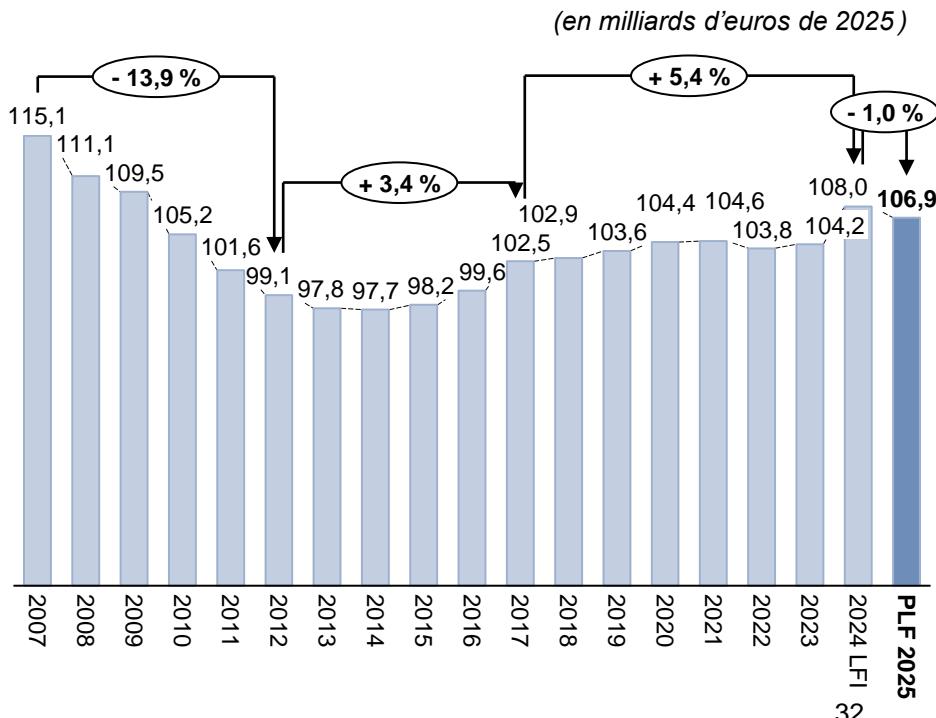
L'État et ses opérateurs feront également l'objet d'une réduction des emplois

Évolution des effectifs dans les ministères et leurs opérateurs en 2025



Source : commission des finances du Sénat

Évolution annuelle de la masse salariale en volume (hors pensions)



Source : commission des finances du Sénat



Les grandes orientations des finances publiques en 2025 et leur contexte macroéconomique

Jean-François Husson, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 6 novembre 2024

